

Journal de 20 heures  
Pour la première fois aujourd'hui une colonne  
de soldats français a été accrochée par des  
rebelles du Front patriotique

Daniel Bilalian, Isabelle Staes, Benoît Duquesne

France 2, 3 juillet 1994

**Face à l'avance rapide de ces rebelles, la France propose la création d'une Zone de sécurité humanitaire dans le Sud-Ouest du pays.**

[Daniel Bilalian :] Les évènements s'accélèrent au Rwanda : pour la première fois aujourd'hui une colonne de soldats français a été accrochée par des rebelles du Front patriotique. Ils ont répondu. Il n'y a pas de victime du côté français. En revanche il pourrait y en avoir du côté des rebelles.

Dans le même temps, face à l'avance rapide de ces rebelles, la France propose la création d'une Zone de sécurité humanitaire dans le Sud-Ouest du pays où seraient regroupés les milliers de réfugiés comme ces 600 orphelins qui ont été évacués de la ville de Butare aujourd'hui dimanche. Reportage Isabelle Staes.

[Isabelle Staes :] Six Puma survolent les collines au sud du Rwanda. Les parachutistes français sont aux aguets car les rebelles du FPR y sont infiltrés [on voit sur un premier plan un hélicoptère Puma en train de voler au-dessus des collines du Rwanda avec un militaire français à son bord puis l'autre plan montre un hélicoptère Puma en train de se poser sur l'herbe]. Direction Butare [on voit plusieurs militaires français débarquer de deux hélicoptères Puma], la seconde ville du pays, menacée par l'arrivée imminente du Front patriotique [gros plan sur un camion militaire français équipé d'une automitrailleuse puis le plan s'élargit sur deux parachutistes français en observation près d'une route].

Opération d'urgence au diocèse de Butare. Dans la panique, tout ce que la ville compte de religieux – séminaristes, scouts – sont évacués. Au total, 300 personnes [on voit des soldats français en train d'évacuer des religieuses dans des camions ; sur le plan suivant, on aperçoit un soldat des FAR qui assiste à la scène]. 700 orphelins seront également évacués d'un camp, la MINUAR ayant négocié un cessez-le-feu jusqu'à 18 heures avec le FPR.

À Butare c'est la confusion [gros plan sur un parachutiste français équipé d'un lance-roquette]. La population fui. Les rebelles, qui étaient hier [2 juillet] encore à trois kilomètres de la ville, ont poursuivi leur poussée [gros plan sur des gens noirs en train d'être évacués]. Cette fois ils sont là, à quelques centaines de mètres des militaires français [on voit le colonel Tauzin appuyé sur une jeep P4 et on entend des coups de feu].

[”Colonel Didier Thibaut [Tauzin], Forces Françaises au Rwanda” [il est interviewé au village d'enfants de Gikongoro] : ”Quand nous sommes repartis, euh..., nous nous sommes faits tirer dessus par le FPR aussi, au cours de notre déplacement. Et nous avons riposté, hein. Mais il y a eu autre chose : y'avait des..., des groupes de FPR au bord de la route qui eux sont restés, euh, sont restés calmes. Je pense, quand même, que quand ils ont vu notre, euh, armement, ils ont dû... se dire qu'il valait mieux ne pas bouger [sourire]”.]

Sur la route de Butare les barrages sont désormais aux mains des rebelles. La ville est tombée, les troupes gouvernementales ont fui et les militaires français sont les derniers à partir [diffusion d'images de l'accrochage entre le 1<sup>er</sup> RPIMa et le FPR près de l'abbaye de Sovu : deux soldats du FPR courent autour d'une jeep P4 où se trouve un Rwandais].

[Daniel Bilalian :] Ainsi donc aujourd'hui pour la première fois – vous l'avez entendu –, depuis le déclenchement de l'opération Turquoise, des militaires français ont été accrochés lors, euh, de l'évacuation de ces orphelins de la ville de Butare.

**[Daniel Bilalian interviewe à présent Benoît Duquesne en duplex de Bukavu.]**

**Daniel Bilalian :** Alors Benoît Duquesne, que s'est-il passé exactement ?

**Benoît Duquesne :** Écoutez les circonstances sont relativement confuses. D'après le colonel Rosier – qui est donc rentré tout à l'heure et qui nous expliquait un peu la situation –, c'était au sortir de Butare, lorsque les Français qui donc étaient allés chercher ces orphelins ressortaient de la ville. Ils sont arrivés à un barrage tenu par le FP... R. En principe, euh, les négociations se passaient bien à ce barrage. Il y avait des signes amicaux échangés d'ailleurs avec les militaires, euh, du Front patriotique. Et puis tout d'un coup des

hommes qui s'tenaient sur une position haute se sont mis à ouvrir le feu sur la colonne française. Y'a même une balle qui est arrivée à 20 centimètres, euh, se..., de la portière d'un conducteur. Et à c'moment-là les Français se sentant directement menacés ont répliqué. On n'sait pas bien sûr s'ils ont fait des blessés parmi le FPR. Mais en tout cas chez eux il n'y en a pas eus.

**Daniel Bilalian :** Alors les soldats français, euh, visiblement, Benoît, sont de plus en plus exposés lors de ces, euh, manœuvres d'évacuation ?

**Benoît Duquesne :** Oui tout à fait. C'est tout le problème de la situation, euh, ici dans la région puisque vous savez que, euh, à un p'tit peu..., à 30 kilomètres environ de Butare se trouve le..., la région de Gikongoro. Et dans toute cette région énormément de réfugiés circulent, environ 500 000, 250 000 – les chiffres varient. Et ce..., c'est dans cette région-là que les Français se supposeraient [sic], enfin voudraient installer une zone de sécurité. Or c'est l'axe de percée actuellement du Front patriotique. Et on s'demande bien sûr, si on décide de protéger les camps, comment les militaires français pourraient ne pas être en situation de s'opposer militairement à la percée du Front..., du FPR.

**Daniel Bilalian :** Vous avez le sentiment, vous Benoît, que la tension est montée d'un cran supplémentaire aujourd'hui ?

**Benoît Duquesne :** Ah, sur Butare c'était très net ! On a..., on a..., on a..., on s'est retrouvé avec les Français. Si vous voulez ils étaient dans la ville, euh, les forces gouvernementales les voyant arriver et entendant l'arrivée du FPR se sont repliées les premières et les Français se sont retrouvés en première ligne avec autour d'eux, euh, des gens qui tiraient, oui.

**Daniel Bilalian :** Merci Benoît.

Cette zone de sécurité humanitaire que veut donc créer la France pour y accueillir tous les réfugiés fuyant les massacres, euh, et les combats est rendue d'autant plus nécessaire, donc, que les hommes – vous l'avez compris – du Front patriotique, forçant leur avance, eh bien devant eux des dizaines de milliers de réfugiés [sic] errent sur les routes à la recherche d'un havre de paix même provisoire. Reportage Benoît Duquesne, Jean-Louis Normandin.

[Benoît Duquesne :] On pourrait appeler ça la région des camps, le district de Gikongoro [une incrustation "Bukavu, aujourd'hui" s'affiche à l'écran]. Depuis longtemps les villages, les maisons ne suffisent plus pour absorber ce trop plein de réfugiés – ces déplacés comme on les appelle – chassés par la guerre et le front qui progresse, fuyant le FPR la peur au ventre et la faim pour bagage [on voit de nombreux réfugiés ; certains font la queue devant une personne qui remplit un document administratif et prend leurs empreintes

digitales].

C'est la migration d'un pays tout entier, de ces Hutu massacreurs devenus victimes de la guerre, à la recherche d'ONG trop rares. Ils seraient ainsi 250 à 500 000 ballotés de camp en camp au gré du mouvement du front et des attaques du Front patriotique [diffusion d'images de réfugiés qui attendent ou errent dans le camp].

[Jean-Louis Normandin interroge une réfugiée : - "Vous avez pris la route et vous arrivez ici?". La réfugiée : - "Jusqu'à Gikongoro". Jean-Louis Normandin : - "D'accord. Et vous espérez trouver quoi à l'arrivée?". La réfugiée : - "Quoi? La paix et les Français aussi [sourire]. Pour nous protéger".

Un autre réfugié répond à présent avec un grand sourire à Benoît Duquesne : - "Nous attendons que on va continuer la guerre [sic]. On va négocier, les deux parties, pour que nous puissions avoir la paix". Benoît Duquesne : - "Vous voulez qu'la guerre s'arrête, là?". Le réfugié : - "Oui". Benoît Duquesne : - "Pourtant y'a eu beaucoup d'mal qui a été fait, euh, des deux parties, des deux côtés?". Le réfugié : - "Pardon?". Benoît Duquesne : - "Y'a eu beaucoup d'mal qui a été fait dans cette guerre?". Le réfugié : - "Oui". Benoît Duquesne : - "Y'a eu beaucoup d'mal qui a été fait aux Tutsi aussi?". Le réfugié désabusé se tourne vers son voisin : - "Bah, il faut qu'on se pardonne. Faut se..., qu'on se pardonne entre..., entre nous".

Plan de coupe sur un autre réfugié : "[...] se cantonner là et qu'on sent que toute l'opinion in..., internationale est tout à fait contre nous : 'Y'a..., c'est un..., des bêtes, là, qui sont là, qui ont tué tout l'monde'. On n'a plus d'autre espoir que de fuir. Quand le FPR attaque, généralement la première bombe est pour le camp des déplacés. Y'a surtout des gens qui fuient maintenant parce que... les exactions, y'en a plus tellement. Des gens en ont marre maintenant de la guerre. Mais on ne sait plus où aller. Ici y'a des docteurs, des professeurs d'université de... Mais on ne sait vraiment pas où aller [diffusion d'images de réfugiés]".]

Après Gikongoro c'est la forêt. Et après la forêt le lac Kivu et la frontière avec le Zaïre. Une migration mortelle que la Croix-Rouge accompagne, impuissante [on voit un homme noir qui porte un dossard de la Croix-Rouge en train de faire visiter le camp aux journalistes; on entend la voix de Benoît Duquesne demander : "Ils sont installés là où ils veulent?"]. L'arrivée annoncée des Français a bien redonné espoir mais depuis leur passage dans les camps, les gens s'interrogent : que sont-ils venus faire? Comment peuvent-ils nous protéger s'ils ne stoppent pas l'avancée du FPR?

[Daniel Bilalian :] C'est donc dans le Sud-Ouest du Rwanda que le gou-

vernement français voudrait installer une zone de sécurité pour y accueillir tous ces réfugiés fuyant les combats que vous venez d’voir. À Bruxelles les représentants du Front patriotique font déjà savoir qu’ils sont contre cette initiative française, que nous détaille pour la première fois le ministre des Affaires étrangères, Monsieur Alain Juppé, interrogé par Dorothée Olliéric.

[Alain Juppé, "Ministre des Affaires Etrangères" [une incrustation "Villacoublay, cet-après midi s’affiche à l’écran] : "Si nous ne voulons pas [il s’éclaircit la voix] voir les combats nous amener petit à petit à nous retirer vers la frontière entre le Rwanda et le Zaïre, il faut – et c’est la proposition qu’nous avons faite – créer une Zone humanitaire sûre [il s’éclaircit encore la voix] dans la partie, euh, sud-ouest du pays, plus précisément [il s’éclaircit de nouveau la voix] dans les districts de Cyangugu, Gikongoro et Kibuye, de façon dans cette zone à faire en sorte que les populations soient mises à l’abri, euh, de toute menace d’où qu’elle vienne [diffusion d’une carte du Rwanda localisant la ligne de front, les villes de Kigali, Kibuye, Cyangugu et Gikongoro ainsi qu’en hachuré la ZHS]. Et les forces franco-sénégalaises auront donc cette mission. Il ne s’agit pas pour nous de prendre parti d’un côté ou de l’autre. Et dans la Zone, euh..., humanitaire sûre que je viens d’évoquer, nous protégerons les populations, euh, face à toutes les agressions d’où qu’elles viennent, de quel côté qu’elles viennent. De cela nous avons informé les différentes parties et je crois qu’on peut dire que, grâce à ce travail de contact qui est permanent et qui va continuer, euh, les préventions initiales contre, euh..., l’opération ont beaucoup diminué. Tout l’monde a constaté ce que faisaient les soldats français et les soldats sénégalais. Qu’font-ils ? Sauver des populations, sauver des religieux, sauver des orphelins, sauver des réfugiés dans des camps. Qui peut s’opposer, euh, à un tel travail ? C’est la raison pour laquelle petit à petit, euh, les soutiens, euh, se manifestent".]